Pour extrait certifié conforme,
à Paris, le .....
Le Président

Yazid SABEG

99 B 1h594

Greffe du Tribunal de Commerce de Paris

- 7 FEV. 2001

N° de dépôt : 8672

CS COMMUNICATION & SYSTEMES

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE F 600.981.935

SIEGE SOCIAL : 29, rue Galilée 75116 PARIS

RCS PARIS B 692.000.946

RECETTE PRINCIPALE DES IMPÔTS
PARIS 16ème – CHAILLOT
VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ
Le 01 FEV. 2001
Bord. 62 Case 19 F° 90
REÇU - DE TIMBRE 320F
- D'ENREGt 500F

Le Receveur Principal :

EXTRAIT DU

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU

~~CONSEIL~~ D'ADMINISTRATION DU 19 JANVIER 2001

A 15 HEURES

L'an deux mille un, le 19 janvier à 15 heures, les administrateurs de la société CS COMMUNICATION & SYSTEMES, se sont réunis, 29, rue Galilée, 75116 PARIS, sous la présidence de Monsieur Yazid SABEG, Président du Conseil, après signature du registre de présence

Etaient présents :
MM. Yazid SABEG, Eric BLANC-GARIN, Francis GUTMANN, Alain DUMENIL, Patrice MIGNON, Robert LION, Claude-Eric PAQUIN, Dominique de la MARTINIERE, Claude PIERRE-BROSSOLETTE, Olivier BARRE, Olivier PHILIP, Pierre JACQUARD, Gilles MARCHIAT, représentant QUADRAL, administrateurs ; le Cabinet CALAN RAMOLINO & Associés, représenté par M. Bernard SCHEIDECKER et le Cabinet PGA , représenté par M. Philippe MONGIN, Commissaires aux comptes ; Mme Catherine TISSERANT, représentante du Comité d'Entreprise ; M. Alain COSSART, Directeur Juridique de CS Communication & Systèmes, assurant le secrétariat du Conseil.

Etaient invités :
M. Jean-Louis HERAIL, Secrétaire Général
M. Bernard DEGOUL, Directeur Financier du Groupe
M. François WACHS, Contrôleur Gestion du Groupe

Le Conseil réunissant la présence effective de plus de la moitié des administrateurs en fonction peut valablement délibérer.

Puis le Président de séance rappelle que le Conseil est appelé à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1- *Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 21 décembre 2000 ;*
2- *Confirmation du Président ;*
3- *Pouvoirs donnés au Président (cautions, avals et garanties) ;*
4- *Prévision de résultats de l'exercice 2000 ;*
5- *Budget 2001 ;*
6- *Proposition de création de comités d'étude des comptes, des rémunérations, de la stratégie ;*
7- *Questions diverses.*

FACE ANNULÉE
Article 905 C.G.I.
Arrêté du 20 Mars 195

...
...
...

7- QUESTIONS DIVERSES

7. 1– Annulation des actions de la société apportées par CS Communication & Systèmes dans le cadre de la fusion – Réduction de capital corrélative

Le Président rappelle aux membres du Conseil que l'assemblée générale de CISI HOLDING tenue le 29 décembre 2000, a, dans sa trente-troisième résolution, constaté que parmi les biens transmis par la société CS COMMUNICATION & SYSTEMES, figuraient 1.501.180 actions CISI HOLDING de nominal 100 francs et 8 actions CISI HOLDING non regroupées de nominal 2,50 francs, et décidé, sous la condition de la réalisation définitive de la fusion envisagée de la société avec CS COMMUNICATION & SYSTEMES, l'annulation desdites actions.

L'assemblée générale avait donné tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour procéder à la réduction corrélative du capital à l'issue du délai d'opposition, d'une durée de vingt jours, dont disposent les créanciers de la société à compter du dépôt au greffe du procès-verbal de ladite assemblée.

Le Président indique aux membres du Conseil que le capital de la société serait réduit d'un montant de 150.118.020 Francs, correspondant à la valeur nominale des actions ainsi annulées, ledit capital étant ainsi ramené à 450 863 915 Francs.

En conséquence, l'article 6 des statuts serait modifié comme suit :
" Article 6 - Capital social
Le capital de la société est fixé à la somme de 450.863.915 Francs.
Il est divisé, sous réserve de l'achèvement des opérations de regroupement, en 4.508.639 actions nouvelles de 100 Francs nominal chacune et 6 actions anciennes de 2,50 Francs nominal chacune, entièrement libérées et de même catégorie, étant précisé que par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 15 novembre 2000, il a été décidé de regrouper les actions anciennes de nominal 2,50 francs en action nouvelle de nominal 100 francs selon la parité de 40 actions anciennes contre 1 action nouvelle et que les opérations de regroupement ne sont pas achevées."

L'expiration du délai d'opposition des créanciers étant prévue le 29 janvier 2001, le Président demande aux membres du Conseil de bien vouloir l'autoriser, sous réserve de l'absence d'opposition, sans avoir à tenir de réunion spéciale, à constater la réduction du capital de la société d'un montant de 150.118.020 Francs, ledit capital étant ainsi ramené à 450 863 915 Francs, et à modifier les statuts en conséquence.

Le Conseil, après en avoir délibéré, M. Yazid SABEG s'étant abstenu, autorise son Président à constater la réalisation définitive de la réduction de capital issue de l'annulation des actions de la société apportées par CS Communication & Systèmes dans le cadre de la fusion et a procéder aux modifications statutaires corrélatives.

7.2 – Démission d'un administrateur

Le Président informe les membres du Conseil que M. Alberto ROSANIA lui a fait part de sa démission de son mandat d'administrateur par lettre en date du 12 janvier 2001. Le Conseil prend acte de cette démission et remercie M. Alberto ROSANIA pour son action au sein du Conseil.

Le Président propose alors aux membres du Conseil, de surseoir à la cooptation d'un nouvel administrateur.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 16 heures 30.

Le Président Un Administrateur

(01.19)

FACE ANNULL
Article 905 C.G.I.
Arrêté du 20 Mars 19

COMMUNICATION
& SYSTEMES

ATTESTATION

Je soussigné, Yazid SABEG, agissant en qualité de Président du conseil d'administration de la société CS COMMUNICATION & SYSTEMES, anciennement CISI HOLDING, SA au capital de 600.981.935 francs, dont le siège est 29, rue Galilée à 75116 PARIS, immatriculée au R.C.S. de PARIS sous le N° B 692 000 946, certifie par la présente que l'annulation de 1.501.180 actions de nominal 100 francs et de 8 actions non regroupées de nominal 2,50 francs, apportées dans le cadre de la fusion par CS COMMUNICATION & SYSTEMES à CISI HOLDING, devenue CS COMMUNICATION & SYSTEMES et entraînant une réduction du capital de 150 118 020 francs, n'a fait l'objet à ce jour d'aucune opposition de la part des créanciers de la société.

Les pouvoirs qui m'ont été conférés par le conseil d'administration de CS COMMUNICATION & SYSTEMES dans sa séance du 19 janvier 2001, m'autorisent par la présente à constater la réalisation définitive de la réduction de capital susvisée et à procéder aux modifications statutaires corrélatives.

En conséquence de ce qui précède, le capital de la société est fixé à la somme de 450.863.915 Francs, divisé, sous réserve de l'achèvement des opérations de regroupement, en 4.508.639 actions nouvelles de 100 Francs nominal chacune et 6 actions anciennes de 2,50 Francs nominal chacune.

Fait à Paris, le 29 janvier 2001.

Yazid SABEG
Président du Conseil d'Administration

FACE ANNULÉE
Article 905 C.G.I.
Arrêté du 20 Mars 1958

Exemplaire greffe

CISI HOLDING

Société Anonyme

29, rue Galilée
75116 PARIS

RAPPORT SPECIAL
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LA REDUCTION DE CAPITAL

(Assemblée Générale Mixte du 29 décembre 2000)

PGA
ARTHUR ANDERSEN
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie de Versailles
Tour Franklin – La Défense 8
92 042 Paris – La Défense Cédex

CALAN RAMOLINO & ASSOCIES

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie de Versailles
191, avenue Charles-de-Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

CISI HOLDING

Société Anonyme

29, rue Galilée
75116 PARIS

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA REDUCTION DE CAPITAL

(Assemblée Générale Mixte du 29 décembre 2000)

Mesdames, Messieurs les actionnaires de la société CISI Holding,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société CISI Holding et en exécution de la mission prévue à l'article L.225-204 du code de commerce en cas de réduction de capital, nous vous présentons notre rapport sur la réduction de capital envisagée.

Nous avons analysé l'opération de réduction de capital en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.

A la date de la fusion, la société CS Communication & Systèmes détient 1.501.180 actions de nominal 100 francs et 8 actions non regroupées de nominal 2,50 francs de votre société. Du fait de la fusion des deux sociétés, CISI Holding sera titulaire de ses propres actions. L'article L.225-213 du code de commerce prévoit que les dispositions des articles L.225-206 et L.225-209 ne sont pas applicables aux actions entièrement libérées, acquises à la suite d'une transmission de patrimoine universel ou encore à la suite d'une décision de justice. Toutefois, les actions doivent être cédées dans un délai de deux ans à compter de la date d'acquisition lorsque la société possède plus de 10 p.100 de son capital ; à l'expiration de ce délai, elles doivent être annulées. Votre société a donc choisi de procéder à l'annulation de ces actions, à due concurrence, par voie de réduction de capital.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et les conditions de cette opération qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires et qui réduira le capital de votre société de 600.981.935 francs (après augmentation de capital de 450.860.300 francs suite à la rémunération de l'apport de CS Communication & Systèmes à votre société) à 450.863.915 francs.

Nous tenons à vous rappeler que cette opération de réduction de capital ne peut être réalisée qu'après l'approbation préalable de la fusion entre votre société et CS Communication & Systèmes qui est soumise à votre approbation à la vingt neuvième résolution.

Paris- La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 11 décembre 2000

Les Commissaires aux Comptes

PGA	CALAN RAMOLINO & ASSOCIES
Philippe MONGIN	Bernard SCHEIDECKER

Pour copie certifiée conforme,
à Paris, le .....
Le Président

Yazid SABEG

CS COMMUNICATION & SYSTEMES

Société anonyme au capital de 450.863.915 Francs

Siège Social : 29, rue Galilée - 75116 Paris

RCS PARIS B 692.000.946

STATUTS

Mis à jour au 29 janvier 2001

TITRE PREMIER
Forme - Dénomination - Objet - Siège - Durée

ARTICLE 1er Forme

La société est de forme anonyme

ARTICLE 2 Dénomination

La dénomination de la société est : **CS Communication & Systèmes**, par abréviation **CS**.

ARTICLE 3 Objet

La société a pour objet, dans tous pays :

- toutes prestations, soit par elle-même, soit par tous autres modes sans exception, dans les domaines de l'informatique, de l'ingénierie informatique, de l'automatique, de la bureautique, de la robotique, de la visionnique et de toutes les sciences ou techniques connexes ;
- l'exploitation en tous pays de toutes entreprises industrielles ayant trait notamment aux applications de l'électronique, de l'informatique, de la téléphonie, de la mécanique, de l'électricité et de toutes autres activités connexes ;
- la prise, directement ou indirectement, de toutes participations dans des entités exerçant leur activité dans le cadre de l'objet susvisé et ce, par tous les moyens appropriés, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscriptions, d'achats, d'échanges de titres ou droits sociaux, de fusions, de transformations, d'associations en participation ou autrement, ou encore, dans le cadre de Groupements d'Intérêts Economique créés ou à créer ;
- la gestion des participations dans les entités susvisées avec en contrepartie, le versement éventuel d'une rémunération, et notamment :
  - l'assistance de ces entités à la fois dans les domaines technique, commercial, juridique, financier et en particulier dans les négociations permettant à ces entités d'obtenir des contrats, des marchés ou des accords ;
  - le placement et la gestion des fonds leur appartenant et l'octroi à ces entités de toutes avances de trésorerie et de toutes cautions, avals ou garanties si elle le juge nécessaire ;
  - l'étude, la recherche, le dépôt, l'acquisition, l'exploitation, la cession, l'apport ou la concession de tous brevets, licences de brevets, procédés et secrets de fabrication, marques de fabrique et de commerce et ou autres droits de propriété industrielle ;
  - et d'une façon générale, toutes opérations commerciales, techniques, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet susvisé, ainsi qu'à tous objets similaires ou connexes et susceptibles d'en faciliter la réalisation et le développement.

ARTICLE 4 Siège

Le siège social est à Paris (75116), 29, rue Galilée.

Au cas où le siège social est déplacé par le Conseil d'Administration dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur, le nouveau lieu est d'office substitué à l'ancien dans le présent article.

ARTICLE 5 Durée

La durée de la société est fixée à quatre vint dix neuf années à compter du 10 janvier 1969, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II
Capital social - Actions

ARTICLE 6 Capital Social

Le capital de la société est fixé à la somme de 450.863.915 Francs.

Il est divisé, sous réserve de l'achèvement des opérations de regroupement, en 4.508.639 actions nouvelles de 100 Francs nominal chacune et 6 actions anciennes de 2,50 Francs nominal chacune, entièrement libérées et de même catégorie, étant précisé que par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 15 novembre 2000, il a été décidé de regrouper les actions anciennes de nominal 2,50 francs en action nouvelle de nominal 100 francs selon la parité de 40 actions anciennes contre 1 action nouvelle et que les opérations de regroupement ne sont pas achevées

ARTICLE 7 Actions

Les actions sont nominatives jusqu'à leur libération. Après leur libération, elles sont nominatives ou, à compter de l'admission des actions de la société aux négociations d'un marché réglementé, au porteur, au choix de l'actionnaire.

Elles sont inscrites en comptes tenus par la société ou un intermédiaire habilité selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.A compter de l'admission des actions de la société aux négociations d'un marché réglementé, la société peut demander communication des renseignements relatifs à la composition de son actionnariat et à la détention de ses actions et de tout titre permettant, par échange, conversion ou remboursement ou autrement d'obtenir des actions à droit de vote, conformément aux dispositions de l'article L.228-2 du Code de Commerce.A compter de l'admission des actions de la société aux négociations d'un marché réglementé, outre l'obligation légale d'informer la société de la détention de certaines fractions des droits de vote attachés au capital, tout actionnaire qui vient à posséder ou contrôler, directement ou indirectement, ou encore de concert avec d'autres actionnaires au sens de la loi, 1% au moins du capital ou des droits de vote de la société, doit en informer la société. Cette obligation supplémentaire est gouvernée par les mêmes dispositions que celles qui régissent l'obligation légale ; la déclaration de franchissement de seuil est faite dans le même délai que celui de l'obligation légale par lettre recommandée avec accusé de réception, télécopie ou télex indiquant si les actions sont ou non possédées pour le compte, sous le contrôle ou de concert avec d'autres personnes physiques ou morales. Elle est renouvelée pour la détention de chaque fraction additionnelle de 1% du capital ou des droits de vote sans limitation.

Ces déclarations sont aussi effectuées, dans les mêmes délais et selon les mêmes formes, lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils précédemment déclarés quelle qu'en soit la raison.

Elles précisent, en outre, la date de franchissement de seuil, le nombre de titres possédés par le déclarant donnant accès à terme au capital ainsi que les droits de vote qui y sont attachés.

En cas de non-respect de l'obligation prévue au premier alinéa du présent paragraphe, la sanction légale comportant privation du droit de vote est appliquée, si elle ne l'est d'office, sur simple demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant une fraction du capital ou des droits de vote au moins égale à 1%. Cette sanction est indépendante de celle qui peut être prononcée par décision judiciaire sur demande du Président, d'un actionnaire ou de la Commission des Opérations de Bourse.

ARTICLE 8 Transmission des actions

Les actions inscrites en compte se transmettent par virement de compte à compte, sur production d'un ordre de mouvement signé soit par le cédant, soit, si les actions cédées ne sont pas entièrement libérées, par le cédant et le cessionnaire.

Les titres sur lesquels les versements échus ont été effectués sont seuls cessibles.

ARTICLE 9 Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action, sous réserve des cas prévus par la loi.

ARTICLE 10 Droits et obligations attachés aux actions

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre, dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte, de plein droit, adhésion aux statuts de la société et aux délibérations de l'assemblée générale.

Toutes les actions qui composeront le capital social seront toujours assimilées en ce qui concerne les charges fiscales. En conséquence, tous impôts et taxes qui, pour quelque cause que ce soit, pourraient, à raison du remboursement du capital de ces actions, devenir exigibles pour certaines d'entre elles seulement, soit au cours de l'existence de la société, soit à la liquidation, seront répartis entre toutes les actions composant le capital lors de ce ou de ces remboursements, de façon que toutes les actions actuelles ou futures confèrent à leurs propriétaires, tout en tenant compte, éventuellement, du montant nominal et non amorti des actions et des droits des actions de catégories différentes, les mêmes avantages effectifs et leur donnent droit à recevoir la même somme nette.

TITRE III
Administration de la Société

ARTICLE 11 Conseil d'Administration

La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de vingt-quatre membres au plus.

Leur nomination ou la ratification de leur nomination est effectuée par l'assemblée générale.

ARTICLE 12 Administrateurs

1) Les administrateurs sont nommés pour trois ans, sauf l'effet du renouvellement et des limitations ci-après.

   Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de 70 ans ne pourra excéder le tiers, arrondi au nombre entier immédiatement supérieur, des administrateurs en fonction.

   En cas de dépassement de cette proportion du tiers, il appartient au Conseil d'Administration de désigner les membres réputés démissionnaires.

   En cas de vacances par décès ou par démission ou éventuellement par toute autre cause admise par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur, d'un ou plusieurs sièges, le Conseil d'Administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Il est tenu de faire dans un délai de trois mois à compter du jour où se produit la vacance lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum prévu par les présents statuts sans toutefois être inférieur au minimum légal.

2) Chaque administrateur doit être propriétaire de dix actions de la société au moins dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

3) Les administrateurs reçoivent des jetons de présence, dont l'importance est déterminée par l'assemblée générale et que le Conseil répartit librement entre ses membres.

ARTICLE 13 Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société et prendre toute décision relative à tous actes d'administration et de disposition.

Le Conseil exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

ARTICLE 14 Réunions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, au siège social ou en tout autre endroit désigné par la convocation.

La présence effective de la moitié au moins des administrateurs en exercice est nécessaire pour la validité d'une délibération.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Néanmoins, les administrateurs peuvent, sous leur responsabilité, se faire représenter aux délibérations du Conseil, mais seulement par un pouvoir spécial et pour un objet déterminé, par un de leurs collègues, sans toutefois qu'aucun de ceux-ci puisse représenter plus d'un vote en sus du sien.

Le pouvoir nécessaire, qui demeurera annexé au procès-verbal, peut-être donné par tout moyen conforme à la loi.

ARTICLE 15 Délibérations du Conseil d'Administration

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont portés sur un registre spécial, tenu au siège social de la société, et signé par le président de séance et un des administrateurs qui y ont pris part ou le secrétaire.

Les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations, qui peuvent être établis par tous les moyens de reproduction existants, sont valablement certifiés par le président du Conseil d'Administration, un directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 16 Présidence du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un président et, éventuellement, un ou plusieurs vice-présidents qui exercent leurs fonctions jusqu'à décision contraire du Conseil.

Les fonctions du président doivent prendre fin au plus tard à l'issue de l'assemblée générale ordinaire suivant la date à laquelle il aura atteint l'âge de 68 ans. Toutefois, le Conseil d'Administration, dans la réunion qui suit cette assemblée, peut, en une ou plusieurs fois, proroger cette limite pour une durée totale qui ne pourra dépasser trois années.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, le Conseil désigne un président de séance choisi parmi les vice-présidents ou, à défaut, parmi les administrateurs.

Le Conseil peut, en outre, désigner un secrétaire, actionnaire ou non.

ARTICLE 17 Direction de la Société

Le président, élu par les membres du Conseil d'Administration et qui doit être une personne physique, assume sous sa responsabilité la direction générale de la société.

Il a de plein droit, dans la limite de l'objet social et avec faculté de substituer autant de mandataires spéciaux qu'il avisera, tous pouvoirs pour assumer lesdites fonctions, sous réserves des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées générales et au Conseil d'Administration.

Sur la proposition du président, le Conseil d'Administration peut donner mandat à une ou plusieurs personnes physiques, administrateurs ou non, d'assister le président à titre de directeur général. Le nombre maximum de directeurs généraux susceptibles d'être nommés est fixé à cinq personnes physiques, à la condition que trois d'entre eux au moins soient administrateurs.

L'âge limite pour les fonctions de directeur général est de 65 ans. Toutefois, lorsqu'un directeur général en fonction atteint l'âge de 65 ans, le Conseil d'Administration peut, sur la proposition de son président, proroger, en une ou plusieurs fois, ses fonctions de directeur général pour une durée totale qui ne pourra dépasser trois années.

Le ou les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le conseil sur proposition du président.

En cas de décès, de démission ou de révocation de celui-ci, ils conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

En accord avec son président, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux.

Lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

ARTICLE 18 Remplacement du Président

Dans le cas où le président est dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions pour une cause quelconque, le Conseil d'Administration peut déléguer tout ou partie de celle-ci à un administrateur pour une durée n'excédant pas six mois.

En outre, le Conseil d'Administration peut conférer à un ou plusieurs administrateurs ou à des tiers, actionnaires ou non, avec ou sans faculté de substituer, tous pouvoirs et tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 19 Comités

Le Conseil d'Administration peut nommer des comités consultatifs composés soit d'administrateurs, soit de directeurs, soit d'administrateurs et de directeurs de la société.

TITRE IV
Commissaires aux comptes

ARTICLE 20 Nomination et Fonctions

Le contrôle de la société est effectué par deux commissaires aux comptes nommés par l'assemblée générale ordinaire et qui exercent leur mission conformément à la loi.

L'assemblée générale ordinaire nomme également deux commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès des titulaires.

TITRE V
Assemblées générales des actionnaires titulaires d'actions ordinaires

ARTICLE 21 Principes généraux

L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Ses délibérations prises conformément à la loi et aux présents statuts obligent tous les actionnaires, même absents, incapables ou dissidents.

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Chaque année, il doit être réuni, dans les six mois de la clôture de l'exercice, une assemblée générale ordinaire ; ce délai de six mois peut être prolongé par décision de justice.

Des assemblées générales, soit ordinaires, dites "ordinaires réunies extraordinairement", soit extraordinaires, peuvent en outre être réunies à toute époque de l'année.

ARTICLE 22 Convocation

Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'Administration. A défaut, elles peuvent être également convoquées :

1°) par les commissaires aux comptes ;

2°) par un mandataire, désigné en justice, à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins le dixième du capital social.

Les convocations ont lieu quinze jours au moins avant la date prévue pour la réunion de l'assemblée. Ce délai est réduit à six jours pour les assemblées générales réunies sur deuxième convocation et pour les assemblées prorogées.

Les convocations sont faites au moyen d'un avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires.

Les réunions ont lieu au jour, heure et lieu indiqués dans l'avis de convocation.

ARTICLE 23 Participation

Le droit de participer aux assemblées est subordonné :

- pour les propriétaires d'actions nominatives, à l'inscription en compte de l'actionnaire ;
- pour les titulaires d'actions au porteur, au dépôt aux lieux indiqués par l'avis de convocation, des actions au porteur ou d'un certificat de dépôt délivré par la banque, l'établissement financier ou le dépositaire de ces actions ou d'un certificat de l'intermédiaire habilité constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée.

Le délai au cours duquel ces formalités doivent être accomplies expire cinq jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sans limitation, sous réserve de l'application aux assemblées générales assimilées aux assemblées constitutives des dispositions de l'article L. 225-10 du Code de Commerce.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa ci-dessus, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées, pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire.

En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices, ou primes d'émission, les actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit, auront également un droit de vote double.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de deux ans prévu ci-dessus.

La fusion ou la scission de la Société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société absorbante ou bénéficiaire de la scission, si les statuts de celle-ci l'ont institué. Dans ce cas, le délai permettant l'attribution d'un droit de vote double, est calculé à partir de la date d'inscription nominative dans les livres de la Société.

Le droit de vote attaché à l'action et, par conséquent, le droit d'assister à l'assemblée générale, appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Il appartient au propriétaire des titres remis en gage.

Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'entre eux ou par un mandataire commun, lequel, en cas de désaccord, est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Un actionnaire peut toujours se faire représenter aux assemblées générales par son conjoint ou par un autre actionnaire.

La procuration donnée pour se faire représenter à une assemblée par un actionnaire est signée par celui-ci et indique son nom, prénom usuel et domicile.

Elle peut désigner nommément un mandataire qui n'a pas la faculté de se substituer une autre personne.

Le mandat ne vaut que pour une seule assemblée ou pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Il peut être également donné pour deux assemblées, l'une ordinaire, l'autre extraordinaire, tenues le même jour ou dans un délai de quinze jour.

Tout actionnaire peut voter par correspondance, dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

ARTICLE 24 Présidence - bureau de l'assemblée

Les assemblées sont présidées par le président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil d'Administration. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

En cas de convocation par les commissaires aux comptes ou par un mandataire de justice, l'assemblée est présidée par celui ou l'un de ceux qui l'ont convoquée.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée, présents et acceptant, qui disposent du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne le secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires.

ARTICLE 25 Feuille de présence

A chaque assemblée, est tenue, dans les conditions prévues par la loi, une feuille de présence dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires, et certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

ARTICLE 26 Ordre du jour

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Toutefois, un ou plusieurs actionnaires, représentant la fraction du capital social exigée par la loi, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question si elle n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

L'ordre du jour ne peut être modifié sur deuxième convocation ou en cas de prorogation.

ARTICLE 27 Procès Verbaux

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, tenu au siège social, côté et paraphé.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont valablement certifiés par le président du Conseil ou par un administrateur exerçant les fonctions de directeur général. Ils peuvent également être certifiés par le secrétaire de l'assemblée.

ARTICLE 28 Assemblée Générale Ordinaire

L'assemblée générale ordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale est convoquée à nouveau dans les formes et délais ci-dessus prévus : cette convocation rappelle la date de la première réunion.

L'assemblée générale réunie sur deuxième convocation délibère valablement quel que soit le nombre d'actions représentées, mais ses délibérations ne peuvent porter que sur les questions à l'ordre du jour de la première réunion.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés .

Pour le calcul du quorum et de la majorité, les voix des actionnaires votant par correspondance sont prises en compte dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

L'assemblée générale ordinaire statuant dans les conditions de quorum et de majorité visées à l'article ci-dessus exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par la loi.

ARTICLE 29 Assemblée Générale Extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts dans toutes leurs dispositions les modifications, quelles qu'elles soient, autorisées par la loi.

Elle peut également décider l'augmentation du capital, de quelque manière que ce soit, sous réserve des conditions spéciales de quorum et de majorité ci-après précisées.

Elle ne peut, en aucun cas, si ce n'est à l'unanimité des actionnaires, augmenter les engagements de ceux-ci, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'assemblée générale extraordinaire ne peut, sur première convocation, délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le tiers des actions ayant le droit de vote.

Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale est convoquée à nouveau selon les mêmes formes et dans les délais ci-dessus prévus. Sur cette deuxième convocation, l'assemblée délibère valablement si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote, mais seulement sur les questions à l'ordre du jour de la première assemblée.

A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus. L'assemblée prorogée est convoquée dans les formes et délais ci-dessus prévus ; elle ne délibère valablement et seulement sur les questions à l'ordre du jour de la première réunion que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée générale extraordinaire statuant sur une proposition tendant à augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, délibère valablement :

- sur première convocation, si les actionnaires présents ou représentés possèdent le quart au moins des actions ayant droit de vote,
- sur une seconde convocation, quel que soit le nombre des actions représentées.

Ses décisions sont prises à la majorité simple des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée générale extraordinaire ne peut décider une augmentation de capital par majoration du montant nominal des actions qu'à l'unanimité des actionnaires réunissant la totalité des actions composant le capital, à moins que cette augmentation de capital ne soit réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

Pour le calcul du quorum et de la majorité, les voix des actionnaires votant par correspondance sont prises en compte dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

TITRE VI
Année Sociale - Bilans

ARTICLE 30 Exercice Social

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

ARTICLE 31 Comptes Annuels

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, ainsi que le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il établit également le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

TITRE VII
Partage des Bénéfices

ARTICLE 32 Partage des Bénéfices

Le bénéfice de l'exercice est constitué par les produits de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales de la société, y compris tous amortissements et provisions.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le solde, diminué comme il vient d'être dit et augmenté, si l'assemblée générale en décide ainsi, du report à nouveau bénéficiaire et de prélèvements sur les réserves dont elle a la disposition, sous déduction de sommes reportées à nouveau par ladite assemblée ou portées par elle à un ou plusieurs fonds de réserve est reparti aux actions sans distinction.

L'assemblée générale a la facture d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

TITRE VIII
Dissolution - Liquidation

ARTICLE 33 Perte de la moitié du capital social

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider, s'il y a lieu, la dissolution anticipée de la société.

En cas de continuation d'activité, le capital doit être, dans le délai prévu par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

ARTICLE 34 Liquidation

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi. La nomination des liquidateurs met fin aux fonctions des administrateurs.

Après extinction du passif, le solde de l'actif est employé à rembourser le capital nominal des actions ordinaires.

Le surplus sera réparti entre les actionnaires au prorata du nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

La clôture de la liquidation est publiée conformément à la loi.

TITRE IX
Contestations

ARTICLE 35 Contestations

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, soit entre la société et les actionnaires eux-mêmes concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement au sujet des affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.